

Des politiques minières pour préserver l'environnement et les occupants du Sahel

2000-07-26

A. Touré (BRACO)

La relance des activités minières, depuis une dizaine d'années, dans la plupart des pays du Sahel, a suscité l'intérêt du Centre des recherches pour le développement international (CRDI) qui a mené une étude qui démontre les effets néfastes des extractions minières sur cet environnement déjà fragile. L'idée de concilier l'exploitation minière à la sauvegarde de la nature et de ses occupants devrait être maîtresse chez les décideurs. Les pays de la ceinture sahélienne de l'Afrique de l'Ouest (Sénégal, Burkina Faso, Mali et Niger) regorgent de ressources minières (phosphate, or, uranium, fer, manganèse, zinc, cuivre, diamant et charbon, notamment). Pour ces pays en difficulté, la rentrée des devises provenant de l'exploitation minière est également salvatrice, malgré les menaces qui pèsent sur l'environnement.

Dégradation des sols, pollution des eaux de surface et des nappes phréatiques, destruction des habitats naturels et beaucoup d'autres effets indésirables pour la santé et le bien-être des populations, tels sont, entre autres, quelques désagréments de l'extraction des minerais. Selon l'agronome [Innocent Butaré](#), administrateur de programme au CRDI et responsable de l'étude sur le développement du secteur minier et l'environnement dans les pays de la ceinture sahélienne de l'Afrique de l'Ouest, l'exploitation minière a *de sérieuses incidences sur l'environnement aussi bien sur la terre, l'eau, les ressources animales et végétales que sur la santé humaine, surtout avec la contamination des eaux*. L'environnement dans la zone du Sahel est déjà fragile, indique l'agronome, *et il faut ajouter aux problèmes habituels, ceux de l'exploitation minière qui sont généralement irréversibles*.

Une démarche préventive

La démarche du CRDI est donc préventive en ce sens que l'étude propose des solutions, recommandées par les consultants, après avoir dressé l'état des lieux et avant que l'inévitable ne se passe. L'idée suggérée aux politiques de ces pays serait de trouver des pistes de recherche et une bonne formule pour extraire les richesses tout en sauvegardant la nature et l'organisation sociale.

Le secteur minier de la zone sahélienne contribue à diversifier les activités économiques et industrielles des pays considérés. Il constitue une source de recettes et de devises et participe à la création d'emplois, selon le rapport final de l'étude établi par le géologue-consultant, O. François Ouedraogo. Le code minier a été revu dans beaucoup de pays pour attirer les investisseurs étrangers. Les pays de la zone sahélienne de l'Afrique de l'Ouest disposent d'un potentiel minier considérable. La région renferme des gisements de classe mondiale qui sont exploités pour l'or au Mali, l'uranium au Niger et le phosphate au Sénégal. D'autres gisements importants de charbon, d'attapulgit, de minéraux industriels et de matériaux de construction sont également en exploitation. Une grande partie des ressources potentielles, connues ou non, attendent toutefois d'être explorées et exploitées.

Un passé minier important

Cette région de l'Afrique a un passé minier important. Au Mali, au Burkina Faso, comme au Sénégal, l'or est connu depuis des milliers d'années; les activités traditionnelles d'orpaillage y ont toujours existé. Les travaux de recherche minière, entrepris depuis l'époque coloniale, se sont poursuivis dans les différents pays grâce à l'aide bilatérale et multilatérale. Par contre, l'Afrique n'a pas toujours connu un afflux important en investissements privés contrairement à d'autres continents, plus du fait de contraintes politiques et naturelles de plusieurs ordres que d'un contexte géologique défavorable.

La libéralisation des marchés et la promulgation de lois favorables à l'investissement depuis une dizaine d'années ont permis une reprise remarquable dans le secteur minier, surtout pour les travaux d'exploration de l'or et du diamant. Des politiques attrayantes d'investissements ont été mises en place ou proposées par ces pays de la ceinture sahélienne, outre des codes miniers incitatifs respectant les normes internationales et des politiques économiques et fiscales libérales. Ce contexte a entraîné l'arrivée de sociétés minières internationales (Anglo American Corporation, BHP, Gencor, Ashanti Goldfields, Barrick Gold, Rand Gold, Placer Dôme, etc.).

La préoccupation première

La préoccupation du CRDI de faire une étude pendant cette période de recrudescence des exploitations minières dans le Sahel, en ayant regroupé au préalable tous les acteurs de ce secteur lors d'un séminaire tenu à Dakar, relève d'un souci *d'aider les pays à disposer des informations justes et nécessaires pour asseoir des politiques appropriées pour ce secteur minier*, affirme M. Butaré. L'examen du rapport préliminaire de l'étude s'est fait lors d'une rencontre réunissant des personnes des services des mines et de l'environnement de chacun des quatre pays sur lesquels l'étude a porté, les secteurs privé et public, des chercheurs, des bailleurs de fonds, des politiques, des représentants de la Banque Africaine de Développement (BAD), de la Banque mondiale, de la France, du Cameroun et de la Côte d'Ivoire. Selon le responsable de l'étude au CRDI, il fallait penser à inviter tous les acteurs qui interviennent dans le domaine de l'exploitation minière pour une meilleure prise en compte et une meilleure divulgation des résultats de l'étude. Le Cameroun et la Côte d'Ivoire ont été associés à la rencontre pour être imprégnés de ces problèmes avant leur prise en charge pendant la deuxième phase du projet qui doit démarrer en avril 2000 et qui concernera également le Ghana, la Guinée et les deux Congo. Pour le Libéria et la Sierra Leone, tout dépendra de la situation conflictuelle, annonce l'administrateur du CRDI.

Dans l'étude, le volet social a réellement été pris à parti, notamment le statut des orpailleurs traditionnels, dont les activités d'exploitation artisanale ont pris de l'ampleur depuis la sécheresse de 1984. Généralement déguerpis des sites de minerais, par les grosses boîtes privées, ils devront leur salut et leur survie à une meilleure organisation, une professionnalisation avec des lois qui les protègent et une sensibilisation sur la sauvegarde de l'environnement qui les entoure. Le travail pénible des enfants, l'exploitation des femmes, la pauvreté et l'absence d'épargne, la promiscuité, la prostitution, la délinquance, les maladies et épidémies, le sida, la drogue et l'alcool sont autant de fléaux que subissent les familles d'orpailleurs dans leur quotidien. Ces anciens agriculteurs et éleveurs devraient retourner périodiquement à leurs terres et à leur bétail dans le cadre de la diversification et des activités alternatives, qui comprendra également un programme de reboisement.

Les répercussions du projet

La discussion de ce rapport réalisé par M. Ouédraogo, à la suite d'une collecte d'informations et de visites de terrain dans les quatre pays, du début du mois d'octobre à la fin du mois de novembre 1998, a permis de tirer plusieurs conclusions et propositions à court, moyen et long termes. La révision des codes miniers pour certains pays comme le Sénégal et le Niger est en cours pour mieux prendre en compte la nécessité de la préservation de l'environnement pendant l'exécution des activités minières.

De même, il est envisagé la création d'une « cellule environnement » au sein du ministère chargé des Mines de chaque pays et la formation des agents s'occupant du suivi des activités minières. Pour M. Butaré, il se pose un problème de formation car on trouve difficilement en Afrique des experts qui sont à la fois des spécialistes de l'environnement et des mines. Les États devraient avoir des gens bien formés ayant la capacité de contrôler le respect des normes environnementales aussi bien par les orpailleurs traditionnels que par les grosses sociétés qui font toutefois plus attention à la nature. Dans la liste des recommandations, on retiendra également l'organisation, la sensibilisation et la formation des femmes travaillant sur les sites d'orpaillage ainsi que la protection des enfants.

L'intérêt des gouvernants

Ce rapport publié depuis le début de l'année (1999) suscite déjà l'intérêt des gouvernants. Le Mali a envoyé des propositions concrètes pour aider à améliorer la santé des orpailleurs, le Niger voudrait de l'aide pour l'organisation de ses chercheurs d'or, le Cameroun et la Côte d'Ivoire s'impatientent pour le démarrage de la deuxième phase alors qu'on attend les réactions du Burkina Faso et du Sénégal. Quant à la BAD, elle a déjà commencé à travailler sur les études d'impact, signale M. Butaré en souhaitant que cette étude puisse être utile à l'ensemble du continent africain qui pourra ainsi profiter de ses immenses richesses tout en sauvegardant la vie des hommes et des femmes ainsi que la nature.

A. Touré

Renseignements :

M. Innocent Butaré, administrateur de programme, CRDI, avenue Cheik Anta Diop, angle Boulevard de l'Est, BP 11007, CD Annexe, Dakar, Senegal; Email: ibutare@idrc.org.sn